

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 25 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-En-Provence

Références : (référence à rappeler dans toute correspondance) D-2025-0470
Code AIOT : 0006401122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchet non dangereux limitée à 124 000 tonnes/an pour l'année 2025 réparti sur le casier B3 et le casier B4.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Moyens disponibles	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 8.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois : un plan d'action 3 mois : un PV de contrôle du poteau incendie

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Sans objet
2	Alarme	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
3	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Sans objet
4	Exercice défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Sans objet
6	Obligation légale de Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article Titre 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard du dossier de réexamen IED transmis le 27/03/2025 et de l'inspection réalisée sur site le 10/07/2025, donnant lieu au rapport visé, nous prenons acte de la déclaration de l'exploitant selon laquelle l'exploitation de ses installations est réalisée dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) et prescriptions relatives aux dispositions liées à la défense incendie de l'AMPG ISDND applicables.

Néanmoins, il a été constaté une insuffisance du débit pour un poteau incendie. L'exploitant doit remédier sous 3 mois à cette insuffisance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection incendie
Prescription contrôlée : <p>La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose d'une caméra thermique panoramique à dôme, depuis le 4^e trimestre 2024. Cette caméra balaye la zone en exploitation en permanence, le jour, la nuit et le week-end. La température de surveillance et d'alerte est modulée en fonction de la présence des engins sur la zone d'exploitation, afin d'éviter des alertes dues à la chaleur des engins en fonctionnement. Le dispositif d'alerte d'anomalie de température, déclenche une alarme à une société de surveillance et sur les téléphones portables des cadres d'astreinte.</p> <p>Après une levée de doute (présence d'un gardien sur site en dehors des horaires d'ouverture), les services de secours sont avertis.</p> <p>Un service de gardiennage à distance vérifie en permanence le bon fonctionnement de la caméra par la transmission et la réception des images de la caméra.</p> <p>Un test journalier de communication est réalisé afin de voir si le signal est bien transmis.</p> <p>On constate la présence en permanence d'un gardien en dehors des horaires d'ouverture (registre des rondes + pointages sur bornes disposées le long du parcours de ronde).</p> <p>Celui-ci réalise des rondes régulières de surveillance, notamment à proximité de la zone en exploitation deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant dispose de téléphones afin d'alerter les services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Plan défense incendie
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : <ul style="list-style-type: none">- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie comportant l'ensemble des éléments notifiés dans l'article 33 bis de l'AM du 15/02/2016.</p> <p>Une version du plan incendie a été transmis au SDIS. L'exploitant s'engage à informer les services de secours des mises à jour de ce plan au fil du temps.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Exercice défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un exercice incendie le 23 mai 2024.</p> <p>Cet exercice consistait à un feu de végétation proche des bureaux d'exploitation.</p> <p>L'exploitant détaille le déroulement des événements et les actions entreprises dans un compte rendu.</p> <p>Ce compte rendu est inclus dans le plan de défense incendie.</p> <p>Un autre exercice a été réalisé le 18 juin 2025 qui consistait à un feu de débroussaillage proche du casier B1. L'exploitant s'engage à mettre le compte rendu dans le plan de défense incendie.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant envisage de programmer une manœuvre conséquente avec la participation des pompiers, avant la fin de l'année, afin de mobiliser tous les intervenants du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens disponibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 8.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après qui pourront être complétés en tant que de besoin sur demande des services de secours. Ils doivent être maintenus en bon état et vérifiés au minimum annuellement : L'exploitant dispose pour l'ensemble du site de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 poteaux incendie alimentés par une canalisation de la Société du Canal de Provence de diamètre 110 mm et permettant un débit individuel de 60 m³/h. • 2 citernes de 10 m³, munies de moto pompes, équipées d'une lance tuyau (de 100 m minimum de longueur et pour chaque citerne) et positionnées pour permettre l'attaque d'un commencement d'incendie en tout point du casier en exploitation,

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets (1 extincteur à poudre de 6 kg sur chaque engin d'exploitation ; au minimum 2 extincteurs de 50 kg sur roues, situé dans le poste de contrôle, ...) et de l'installation de valorisation de biogaz.
- sur l'installation de combustion du biogaz, 1 extincteurs de classe 55 B au moins par appareil de combustion avec un minimum exigible de deux,
- les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés,
- une réserve de 3000 m³ de matériaux meubles, inertes et de granulométrie « fermée», prête à être utilisée pour couvrir un début d'incendie, est disposée à proximité de l'alvéole de stockage en cours d'exploitation. La réserve de matériaux est uniquement affectée à la lutte contre l'incendie et n'est pas confondue avec celle nécessaire à la couverture journalière des déchets.

Constats :

Les débits des poteaux incendie ont été contrôlés le 15/05/2025 par la société IPS. Les 4 poteaux sont situés respectivement, un à l'entrée du site, un autre à l'entrée secondaire du coté de la plate-forme de transit des inertes, un troisième à proximité de l'ancienne plate-forme de compostage, et le quatrième à proximité de la plate-forme de valorisation des biogazs.

Trois poteaux disposent des débits d'eaux disponible supérieurs à 60 m³/h, sauf celui à proximité de la plate-forme de valorisation des biogaz qui dispose seulement d'un débit de 45 m³/h.

L'installation d'un surpresseur est envisagée pour obtenir le débit réglementaire.

Les extincteurs de l'ISDND ont été contrôlés le 04/07/2025 par la société Eurofeu et pour la plateforme de valorisation des biogaz le 28/05/2025.

Les deux motos-pompe sont testés chaque semaine durant l'année et chaque jour en période estivale.

Ce contrôle fait l'objet d'une traçabilité, par sa notification sur une check liste de contrôle.

Le stockage des matériaux affectés à la lutte contre l'incendie est présent à proximité du casier en exploitation ainsi qu'une moto pompe à laquelle est associée une ressource en eau incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 mois suite à la réception du rapport, l'exploitant transmet un plan d'action pour rétablir un débit minimum de 60 m³/h pour le poteau incendie à proximité de la plateforme de valorisation.

Sous 3 mois suite à la réception du rapport, l'exploitant transmet un PV de contrôle du poteau incendie conforme à la prescription visé dans cet article.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Obligation légale de débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article Titre 11
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation des OLD
Prescription contrôlée : Une bande de 50 mètres de largeur (pour partie hors périmètre du site si besoin) est maintenue en permanence décapée tout autour du casier en cours d'exploitation, en accord avec les services de secours. En cas de terrain non horizontal, cette distance est portée à 75 mètres. Une bande de 50 mètres de largeur à compter des bandes décapées définies ci-dessus, est maintenue débroussaillée à l'intérieur du site. Une bande de 50 mètres de largeur mesurée horizontalement à compter de la clôture du site, est maintenue débroussaillée à l'extérieur du site, en accord avec les propriétaires concernés et les prescriptions applicables en la matière. L'ensemble de ces travaux est réalisé progressivement, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation. Annuellement et à l'initiative de l'exploitant, un récolement de l'entretien et de la conformité technique de ces bandes de décapages et de débroussaillage associant les services compétents de l'État, les services d'incendie et de secours, la collectivité, devra être établi pour la seconde quinzaine du mois de juin.
Constats : La société Compagnie des forestières a terminé, au 30 juin 2025, le débroussaillage de la bande de 50 mètres à l'extérieur du site et le débroussaillage complet à l'intérieur du site
Type de suites proposées : Sans suite